

H4-1

La gouvernance économique mondiale depuis 1944

Le chapitre s'organise d'abord de manière chronologique et s'attache à différencier trois grandes évolutions depuis 1945.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les premiers jalons d'une gouvernance économique mondiale sont posés par les États-Unis qui acceptent désormais d'exercer un leadership en matière économique. La création des premières institutions de gouvernance économique mondiale, FMI et BIRD en 1945, répondent au souci de mieux réguler l'économie mondiale et d'assurer la croissance des échanges.

Les années 1970 marquent les débuts d'une libéralisation accélérée des marchés, en particulier financiers. La fin du système de Bretton Woods en 1971 constitue en ce sens une rupture. Les institutions de gouvernance mondiale s'appliquent à libéraliser davantage, en particulier dans les pays en développement tandis que les pays industrialisés multiplient les initiatives – comme le G6 en 1975 – pour favoriser le libre échange.

Les années 1990 marquent le triomphe mondial du capitalisme et l'entrée sur la scène mondiale de nouveaux concurrents, comme la Chine ou l'Inde. La crise actuelle, probablement la plus grave qu'ait connue le monde industrialisé depuis les années 1930, met aujourd'hui en cause les politiques de libéralisation et de dérégulation des décennies précédentes. Elle remet au cœur du débat la nécessité d'une plus grande coordination des États en matière économique. Elle a enfin accéléré la refonte de la gouvernance économique mondiale en donnant à un G20 élargi, en 2009, aux pays émergents, le leadership et les instruments pour coordonner les politiques de lutte contre la crise.

A (O) – Les États-Unis imposent un nouvel ordre économique mondial après la WWII

- Quel pays est le grand vainqueur économique de la WWII ? Expliquez et justifiez.

> *Les États-Unis sortent victorieux de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi plus riches qu'avant la guerre et plus puissants. Déjà première puissance économique du monde depuis la fin du XIX^e siècle, ils accèdent au rang de **première puissance internationale en assumant leur leadership**. Leur territoire national a été épargné par les combats ; leur population civile a été épargnée par les bombardements qui ont détruit l'Europe et le Japon. À l'issue du conflit, leur **revenu national a plus que doublé**. Leur **budget est équilibré**. Surtout, leur **puissance financière est considérable**. Les États-Unis possèdent les **2/3 des réserves d'or mondiales**. Le dollar est la seule monnaie des pays belligérants à conserver en 1945 la même valeur qu'avant la guerre. Aucune autre*

monnaie – notamment européenne – ne peut plus rivaliser avec le dollar, qui supplante définitivement la livre sterling comme monnaie internationale.

- En quoi les ÉUA sont en position de dominer les échanges commerciaux internationaux après la WWII ?

> Les États-Unis sont aussi en position de **domination des échanges internationaux** : les **économies européennes sont ruinées et confrontées à la pénurie alimentaire** et la destruction de leur tissu industriel. Au contraire, l'agriculture et l'industrie américaines ont des surplus de production à écouler. Enfin, les **États-Unis contrôlent les grandes voies maritimes et aériennes majeures**, alors même que la **flotte aérienne et navale prend une importance majeure**.

- Comment évoluent-ils idéologiquement sur la question économique entre l'avant et l'après WWII ?

> Les États-Unis ont longtemps été **protectionnistes**. De fait, ils se convertissent au **libre-échange dans les années 1930**. La crise qu'ils traversent alors est en effet marquée par l'existence d'une **importante surproduction, notamment de produits agricoles**. Dans les années 1930, la **plupart des pays avaient mis en œuvre des politiques de protection** de leur marché national.

Au **lendemain de la Seconde Guerre mondiale**, la **thèse selon laquelle ces politiques protectionnistes ont engendré des tensions qui ont conduit inéluctablement à la guerre domine aux États-Unis**. Ils se transforment donc en **champions du libre-échange international**.

Cette attitude libre-échangiste est **conforme aux intérêts des États-Unis**. Ils réalisent à eux seuls en **1945 la moitié de la production mondiale**. Ils veulent **éviter une nouvelle crise de surproduction en assurant les débouchés suffisants à cet énorme niveau de production**. Enfin, la **guerre a ruiné tous leurs concurrents potentiels**, les mettant en position de monopole temporaire dans de nombreux secteurs économiques.

B (O) – Le système de Bretton Woods et la recherche de la stabilité économique mondiale

- Pourquoi des institutions économiques sont-elles mises en place à l'échelle internationale après la WWII ?

> Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale sont marqués par la **mise en place d'institutions et d'instances internationales visant à garantir la stabilité économique et la prospérité mondiale**. Cette reconstruction de l'ordre économique fut **prise en charge par les États-Unis, avec le soutien de leurs alliés occidentaux**. Elle s'explique par le traumatisme de la crise de 1929 aux États-Unis et vise donc à prévenir le retour de telles difficultés.

- Quand et où se tient la conférence de Bretton Woods ?

> La Conférence qui se tient aux **États-Unis à Bretton Woods** (dans le New Hampshire) réunit les **délégués de 44 nations du 1^{er} au 22 juillet 1944** – donc **avant même la fin du conflit**.

- quel est son objectif ?

> L'objectif principal est de mettre en place une organisation monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la guerre.

Lors du discours inaugural à cette conférence, **Henry Morgenthau**, Secrétaire d'État au Trésor depuis 1934 déclare « **Il faut éviter de recourir aux pratiques pernicieuses du passé** telles que la course aux dévaluations, l'élévation des barrières douanières, les accords de troc, le contrôle des changes **par lesquelles les gouvernements ont essayé vainement de maintenir l'activité économique à l'intérieur de leurs frontières. En définitive, ces procédés ont été des facteurs de dépression économique sinon de guerre** » = protectionnisme.

Convaincu des effets désastreux de la crise économique sur la paix mondiale, il est tout acquis à l'analyse libérale (seule la relance des échanges permettra de retrouver la prospérité mondiale), tout en étant convaincu du rôle des États dans la régulation et la relance de la croissance.

- Quelles institutions naissent des accords de BW ?

> Les États-Unis sont les **grands initiateurs** des accords de Bretton Woods (1944) et assument après 1945 un **leadership économique qu'ils avaient jusqu'alors refusé**. Les États-Unis, qui possèdent alors **60 % du stock d'or mondial**, sont au cœur du nouveau système monétaire international. Le **dollar, « as good as gold »**, est la **seule monnaie librement convertible en or**. Les autres monnaies doivent fixer leurs cours par rapport au dollar. De plus, les institutions de gouvernance économique mondiale nées en

1945, – FMI et BIRD – siègent à Washington et les États-Unis y occupent une place centrale (financement, influence, direction).

- Quelle décision prennent les ÉUA en 1971 ? Dans quel contexte historique ? Qui est alors président des ÉUA ?

> Le **président Richard Nixon** annonce, le 15 août 1971, la **suppression de la convertibilité du dollar en or**. Il s'adresse avant tout au peuple américain, dans une retransmission télévisée. La décision de quitter unilatéralement le SMI s'explique avant tout par des raisons de politique intérieure (et à un an de la prochaine présidentielle). C'est une **décision unilatérale** des États-Unis : cela signifie qu'ils l'ont prise sans consulter leurs alliés et partenaires économiques. Cette décision est **entérinée à posteriori par l'accord de Washington**, signé le 18 décembre 1971 par les grandes puissances économiques.

- Pourquoi prennent-ils cette décision (raisons invoquées vs raisons réelles) ?

> Les États-Unis sont alors une puissance en crise. Le Président évoque ainsi le Vietnam (« des difficultés à clore la guerre ») et les difficultés économiques des États-Unis : « l'inflation vole chaque Américain », « notre combat contre le chômage ».

Il invoque de prétendues attaques contre le dollar, attaques menées à l'étranger par « ceux qui spéculent sur la monnaie ». Cette désignation d'un ennemi flou, peu identifié, permet à Nixon de ne pas aborder les questions économiques de fond : à partir de la **seconde moitié des années 1960**, de **plus en plus de capitaux sortent du territoire des États-Unis**, désireux de trouver une meilleure rentabilité à l'étranger, **creusant de plus en plus le déficit de la balance des capitaux américains**. Les **dollars se répandent donc dans le monde**, notamment en Europe où on les appelle les « eurodollars ». Les opérations réalisées en dollars à l'étranger, par des filiales des banques américaines, ne sont pas contrôlées par la **Banque centrale des États-Unis, la FED, qui ne peut contrôler des marchés étrangers à son territoire**.

En **1971**, les **États-Unis** sont confrontés à leur **premier déficit commercial** depuis le début du XX^e siècle. Les **dollars présents hors du sol américain représentent alors 5 fois la valeur des réserves d'or détenues par la FED**.

Les États-Unis **craignent de voir se déclencher une crise financière** très importante.

- Quand le système BW prend-il définitivement fin ? Comment ?

> Les **accords de Kingston** (capitale de la Jamaïque) signés en **janvier 1976** officialisent la fin de ce système, et la disparition de l'or comme étalon monétaire : chaque monnaie peut désormais fluctuer, **chaque État est libre de décider de sa politique monétaire. Désormais, la valeur des monnaies est décidée par les marchés.** La période est marquée par d'importants désordres monétaires, avec notamment **l'effondrement du cours du dollar.** Les États prennent aussi conscience qu'il leur incombe désormais d'attirer chez eux des capitaux de plus en plus importants et libres de leurs localisations.

C (O) – Le FMI

- Que signifie l'abréviation FMI ?

- Quels sont les objectifs et le fonctionnement du FMI ?

> Le FMI a pour objectif de fournir des liquidités aux pays frappés par une crise financière. Il s'agit d'éviter une crise mondiale comparable à celle des années 1930. De plus, le FMI contrôle jusqu'en 1971 le bon fonctionnement du système de Bretton Woods : le **maintien d'un système de taux de change fixes centrés sur le dollar américain et l'or.** Ce système a donc pour but d'**éviter les fluctuations excessives des monnaies.**

Pour le reste, il fonctionne comme une **caisse de solidarité** dont le capital est formé par les apports des pays signataires des accords de Bretton Woods sous forme d'une **quote-part calculée d'après leur poids économique et commercial.** Le quota versé par les pays est à $\frac{1}{4}$ formé d'or et aux $\frac{3}{4}$ formés de dollars. Le FMI reconnaît à chaque État-membre un « **droit de tirage** » initialement plafonné à **125% de sa quote-part** et destiné à lui permettre de surmonter des difficultés temporaires sans recourir à des manipulations monétaires.

- En quoi confirment-ils la domination économique des ÉUA ?

> **Ce nouveau système favorise donc les pays les plus riches,** qui versent les quotes-parts les plus importantes au FMI, et en premier lieu les États-Unis.

- Q° 1 p. 373

> cf. nationalités des Psdts, des fonctionnaires des pays contributeurs et emprunteurs.

De par leur recrutement, FMI et Banque mondiale sont des institutions mondiales : si leur direction est confiée soit à un Américain (pour la BM), soit pour un Européen (pour le FMI),

les deux institutions de Washington recrutent de nombreux fonctionnaires parmi ses États membres. Elles permettent l'émergence d'élites économiques issues des pays du Sud, même si elles ont été souvent formées dans les grandes universités et écoles des pays du Nord.

- Q° 2 p. 373

> Pays du Nord, et même EUA et € de l'Ouest. La direction du FMI est confiée depuis 1946 à un Européen tandis que celle de la BM à un Américain.

- Q° 4 p. 373

> Pays et puissances émergentes et Pays en dvt = pays du Sud. Pays en développement (« on y répare la moitié pauvre du monde » (doc. 7), quitte à conditionner les aides à des mesures de libéralisation (« Privatisation »). Quant au FMI, son action s'est davantage tournée vers les pays émergents, frappés, surtout à partir des années 1990, par des crises financières.

- Q° 5 p. 373

> EUA + UE + puissances émergentes. Les principaux contributeurs du FMI sont les États-Unis et l'Union européenne. Ils possèdent à eux deux la majorité des voix au conseil d'administration.

2° - Réalisez une fiche d'identité du FMI :

- date de création / lieu de création :

27 décembre 1945 à Washington , D.C.

- contexte historique de création :

fin de la WWII, pays en crise

- objectif(s) d'origine :

promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges internationaux, contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et faire reculer la pauvreté

- nombre et type de pays membres à l'origine :

44 pays, tous en guerre contre les puissances de l'Axe, puis 182 pays

- nom d'origine :

/

- siège :

ensemble, disposent de fait d'un droit de veto sur les décisions du FMI puisqu'ils disposent chacun de plus de 15 % des droits de vote. Cependant, les pays de l'UE ne sont pas toujours coordonnés.

- Évolution : date du nouveau nom / objectifs actuels / nombre et type de pays membres actuels / directeur actuel :

Finally les trois grandes missions du FMI sont :

d'accorder des prêts aux pays en difficulté financière ;

de conseiller les États membres quant à leur politique économique ;

d'apporter une assistance technique et des offres de formation aux États membres dans le besoin.

Ainsi le FMI exige des emprunteurs qu'ils mettent en place les politiques économiques qu'il préconise : les « politiques d'ajustement structurel ».

189 États

Christine Lagarde

Principaux emprunteurs (encours au 29 février 2016) : Portugal, Grèce, Ukraine et Irlande

D (O) – La Banque mondiale

- Quel est le nom d'origine de la Banque mondiale ?

> la **BIRD** (Banque internationale pour la reconstruction et le développement)

- Quels étaient ses objectifs d'origine

> accorder des **crédits à long terme** pour favoriser la **reconstruction des pays détruits par la guerre**. Le 9 mai 1947, elle approuva son premier prêt, qui fut accordé à la France pour un montant de 250 millions de dollars (en valeur actualisée, il s'agit du plus gros prêt consenti par la Banque).

- Comment a-t-elle évolué ?

> La Banque mondiale (parfois abrégée BM) regroupe cinq institutions internationales : la **Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)**, l'**Association internationale de développement (AID, ou IDA)**, la **Société Financière Internationale (IFC)**, l'**Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA)** et le **Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)**.

- Q° 1 p. 373

> // FMI

- Q° 2 p. 373

> // FMI

- Q° 4 p. 373

> // FMI

2° - Réalisez une **fiche d'identité** de la Banque mondiale :

- date de création / lieu de création :

Elle fut créée le 27 décembre 1945 sous le nom de Banque internationale pour la reconstruction et le développement après signature de l'accord Bretton Woods du 1er au 22 juillet 1944.

- contexte historique de création :

lendemain de la Seconde Guerre mondiale

- objectif(s) d'origine :

La Banque mondiale a été créée principalement pour aider l'Europe et le Japon dans leur reconstruction, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

- nombre et type de pays membres à l'origine :

une 40aine, monde entier

- nom d'origine/ nouveau nom :

BIRD > Banque mondiale

- siège :

Washington, D.C.

- fonctionnement (rapide, sous forme de schéma)

La Banque mondiale est semblable à une coopérative, dans laquelle les actionnaires sont ses 189 pays membres. Ces actionnaires sont représentés par un Conseil des Gouverneurs, qui est l'organe de décision suprême de la Banque mondiale. Les gouverneurs sont en général les ministres des finances ou du développement des pays membres. Ils se réunissent une fois par an, à l'occasion des Assemblées annuelles des Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

Les gouverneurs délèguent certains aspects de leur mandat à 25 Administrateurs, qui sont en poste au siège de la Banque. Les cinq principaux actionnaires nomment chacun un administrateur, et les autres pays membres sont représentés par des administrateurs élus. Le président du Groupe de la Banque mondiale — actuellement Jim Yong Kim — préside les réunions du Conseil des Administrateurs et est responsable de la gestion générale de la

Banque. Il est sélectionné par le Conseil des Administrateurs pour un mandat renouvelable de cinq ans.

L'ensemble des Administrateurs constitue le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale. En règle générale, ils se réunissent au moins deux fois par semaine pour superviser les activités de la Banque, et notamment pour approuver les opérations de prêt ou de garantie, les nouvelles politiques, le budget administratif, les stratégies d'aide aux pays et les décisions touchant aux emprunts et aux finances de l'institution. Le fonctionnement de la Banque mondiale est assuré sous l'impulsion et la conduite du Président, des membres de la direction et des Vice-présidents responsables des différents bureaux régionaux, secteurs et réseaux.

- Évolution : date du nouveau nom / objectifs actuels / nombre et type de pays membres actuels / directeur actuel :

Avec le rattrapage économique du Japon et de l'Europe, la Banque mondiale s'est intéressée exclusivement aux pays en développement. Depuis les années 1990, elle finance aussi les pays postcommunistes.

L'appellation Groupe de la Banque mondiale désigne depuis juin 2007 cinq institutions. Les objectifs de la Banque mondiale ont évolué au cours des années. Elle a récemment mis l'accent sur la réduction de la pauvreté, en délaissant l'objectif unique de croissance économique. Elle favorise aussi la création des très petites entreprises. Elle a soutenu l'idée que l'eau potable, l'éducation et le développement durable sont des facteurs essentiels à la croissance économique, et a commencé à investir massivement dans de tels projets. En réponse aux critiques, la Banque mondiale a adopté une série de politiques en faveur de la sauvegarde de l'environnement et du social, visant à s'assurer que leurs projets n'aggravaient pas le sort des populations des pays aidés. En dépit de ces politiques, les projets de la Banque mondiale sont souvent critiqués par les organisations non gouvernementales (ONG) pour ne pas lutter efficacement contre la pauvreté, et négliger les aspects sociaux et environnementaux.

189 pays

Jim Yong Kim (EUA)

E (O) – Le GATT / L'OMC

- Que signifie GATT ?

> **Le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)**

- Où et quand a-t-il été créé ? Dans quel contexte historique ?

> Cet accord est signé le 30 octobre 1947 à Genève par 23 pays, qui représentent alors **80 % du commerce mondial**.

- Quel était l'objectif ?

> L'**Accord Général sur les Droits de Douane et le Commerce** constitue l'autre versant de cette **politique de libéralisation des relations économiques**. Cet accord a pour but de définir des **règles de commerce universelles et de promouvoir une baisse des droits de douane**

- Comment fonctionne-t-il ?

> Une **logique multilatérale fondée sur le respect de la réciprocité des avantages consentis**. C'est le **principe de la nation la plus favorisée** : toute **concession accordée à un partenaire doit bénéficier à toutes les parties contractantes**. Les subventions nationales sont strictement encadrées.

- Q° 3 p. 377

> Entre 1947 et 1995, le nombre de participants aux négociations du GATT est passé de 22 membres initiaux à 131. L'objectif principal du GATT, à savoir la réduction des barrières douanières, est pleinement rempli en 1995 : les tarifs douaniers ont ainsi chuté de 40 % à 5 % en moins de cinquante ans. La conférence de Marrakech marque la naissance de l'Organisation mondiale du commerce, véritable organisation internationale, reconnue par traité par ses États membres, et dotée d'instruments d'arbitrages (Organe de règlement des différends).

Aujourd'hui, la quasi-totalité des États sont intégrés (ou négocient une adhésion) dans l'OMC, avec à noter, l'entrée en 2001 de la Chine communiste. Les pays signataires s'engagent à **ne pas augmenter les droits de douane existants** et à participer à des « **négociations commerciales multilatérales** », aussi appelées « rounds » de négociations.

Toutefois, le GATT tolère de **nombreuses dérogations** pour tenir compte des situations économiques particulières. Ainsi les **produits agricoles** ont-ils longtemps bénéficié de ce type de mesures dérogatoires. Le GATT définit avant tout un cadre propice à la négociation multilatérale. Par conséquent, le libre-échange ne devient réalité que dans les années 1960.

- Roosevelt rêvait d'un nouvel ordre mondial assurant la paix. En quoi le FMI, l'ONU et le GATT ont-ils pu être considéré comme 3 piliers de mise en œuvre de ce rêve ?

> **Un nouvel ordre mondial assurant la paix grâce à trois piliers ; le FMI chargé de veiller à la stabilité des monnaies, l'ONU chargé de la sécurité collective et le GATT veillant au retour à la libéralisation des échanges ?**

2° - Réalisez une fiche d'identité du GATT :

- date de création / lieu de création :

30 octobre 1947 à Genève

- contexte historique de création :

fin de la WWII

- objectif(s) d'origine :

la liberté des échanges par l'abaissement des droits de douane et la réduction des restrictions quantitatives ou qualitatives aux échanges.

- nombre et type de pays membres à l'origine :

23 pays, principalement américains et européens

- nom d'origine / nouveau nom :

GATT > OMC

- siège : *Genève*

- fonctionnement (rapide, sous forme de schéma) :

Le GATT a connu un certain succès puisqu'en huit cycles de négociation, on est passé de 23 pays en 1947 à 120 pays signataires à la fin de l'année 1994.

Ces cycles sont généralement désignés par le nom de la ville où ils ont été ouverts, par le pays auquel appartient cette ville, ou encore par des noms de responsables politiques.

- Évolution : date du nouveau nom / objectifs actuels / nombre et type de pays membres actuels / directeur actuel :

OMC depuis 1994 à Genève.

164 pays membres

Le Brésilien Roberto Azevêdo qui a été élu directeur général.

L'OMC s'occupe du commerce des marchandises, et des services, des biens agricoles et industriels, et de la propriété intellectuelle.

Il existe des accords dit « plurilatéraux » dans des domaines plus spécifiques et qui ne concernent qu'un nombre limité de pays. Il s'agit : des avions civils (Boeing, Airbus, Embraer, Bombardier, etc.) et les marchés publics. Les produits laitiers et la viande bovine

sont deux domaines politiquement sensibles et qui n'ont pas pu encore être réglés par l'OMC.

L'OMC est avant tout un cadre de négociation, un lieu où les gouvernements membres se rendent pour essayer de résoudre les problèmes commerciaux qui existent entre eux. La première étape consiste à discuter. Ces négociations demandent des moyens importants pour pouvoir être suivies efficacement par les membres de l'organisation (juristes, experts, etc.). L'OMC fonctionne sur un mode démocratique au sens où chaque État représente une voix, quel que soit son poids politique ou économique.

F (O) – La libéralisation des marchés financiers et La crise des Subprimes (un exemple d'une crise économique internationale)

En **2007** éclate aux États-Unis la **crise des subprimes**, dont les mécanismes sont proches de ceux de la crise asiatique de 1997, mais dont **les conséquences, dramatiques, sont de portée mondiale**. On retrouve en effet la **hausse vertigineuse des prix de l'immobilier**. Les **banques ont accordé facilement des crédits aux ménages américains, qui pensaient faire une excellente affaire en achetant une maison dont le prix allait augmenter avec les années.**

Certains ménages se sont donc lourdement endettés alors même qu'ils n'étaient pas en mesure de rembourser les prêts contractés – ce que les banques n'ont pas toujours vérifié. Quand la « bulle » se dégonfle et que **les prix de l'immobilier se mettent à baisser**, ces ménages sont incapables de rembourser ce qu'ils doivent (l'hypothèque de leur prêt) et se retrouvent avec une maison qui ne vaut plus rien – mais toujours un prêt à rembourser.

Or, ces prêts immobiliers ont été transformés en produits financiers : c'est ce qu'on appelle la « **titrisation** ». Ces titres sont **vendus à d'autres banques au sein de montages complexes**. Par conséquent, quand une **banque d'affaires américaine, Lehman Brothers**, a fait faillite au début de l'automne 2008, une **crise boursière et bancaire mondiale** s'est enclenchée.

Cette crise a suscité une réponse immédiate des États, craignant de voir resurgir l'équivalent de la récession qui a suivi le krach boursier de 1929. Les États-Unis, les États de l'Union Européenne et le Japon ont mis en place des plans de sauvetage des banques et de relance de l'économie.

Dans le même temps, les pays émergents ont mieux résisté à la crise, ils sont moins insérés dans le système bancaire international.

Mais ces désordres financiers ont imposé l'idée d'une nécessaire régulation mondiale de l'économie.

- Q°1 p. 379

> Wall Street est l'épicentre des grands krachs boursiers qui ont par la suite secoué l'ensemble de l'économie mondiale : en 1929, avec la Grande dépression des années 1930, et 2008, avec la crise des subprimes, et ses répercussions actuelles.

- Q° 2 p. 379

> C'est à partir des années 1970 que l'économie se financiarise du fait d'une accélération de la capitalisation boursière, initiée sous Reagan (1980-1988) et caractérisée par d'importantes mesures de libéralisation et de dérégulation et une accélération encore plus forte à partir des années 1990, portée par l'émergence de secteurs nouveaux, en particulier dans le domaine de l'informatique et des communications.

- Q° 3 p. 379

> Le marché des capitaux tel qu'il se constitue dans les années 1980, se caractérise par : **a. Un marché devenu mondial** « où les tables de jeu sont réparties sur toutes les longitudes et toutes les latitudes ». **b. Une interdépendance croissante** : « aux cotations américaines se succèdent les cotations à Tokyo et à Hong Kong, puis à Londres, Francfort et Paris. ». **c. Une spéculation croissante** qui tend à déconnecter la finance de l'économie réelle : « on constate le plus souvent une dissociation entre les données de l'économie réelle et les cours nominaux déterminés par la spéculation ». **d. Une instabilité et une volatilité des marchés des capitaux** : « l'économie mondiale repose tout entière sur une pyramide de dettes ». **e. Un secteur déréglementé par les États** : l'exemple du secteur bancaire (doc. 3).

- Q° 4 p. 379

> Le secteur financier a été de plus en plus déréglementé, laissant place, selon Maurice Allais, à « un vaste casino » : les États ont donc de plus en plus abandonné le contrôle qu'ils exerçaient sur les flux de capitaux. L'internationalisation a pour autant ses risques : à partir de 1974, le comité de Bâle, réunissant dix pays, choisit de proposer des règles communes pour éviter les faillites bancaires, comme celles de Herstatt, un établissement ouest-allemand. Mais ces règlements sont insuffisants, inégalement

appliqués (« Bâle II n'est jamais entré en vigueur en Atlantique) et incapables d'éviter les faillites spectaculaires, comme celles de Lehman Brothers en 2008.

- Q° 1 p. 385

> Selon Nouriel Roubini, trois signes sont annonciateurs de la récession à venir : **la spéculation dans le secteur immobilier** : « il y a maintenant des preuves que les prix des maisons vont chuter », **l'inflation créée par l'augmentation de la facture énergétique** : « une flambée des prix de l'énergie », en particulier du pétrole, **l'inaction de la FED à empêcher la création d'une énorme bulle spéculative** : « le relèvement trop tardif des taux d'intérêts de la FED ». À noter que cette dernière critique est reprise par Paul Krugman (doc. 6 p. 379)

- Q° 1 p. 383

> La crise se manifeste d'abord aux États-Unis par un krach immobilier (« les prix des maisons sont encore en baisse et les saisies immobilières en hausse ») qui a entraîné dans sa chute l'ensemble du secteur bancaire américain. L'économie américaine entre alors en récession, le chômage explose (« 600 000 [chômeurs] supplémentaires le mois dernier ») et les perspectives de reprise maigres tant que le secteur bancaire n'est pas recapitalisé : « c'est le défi le plus complexe que notre système financier ait jamais dû affronter ». De par les plans de sauvetage engagés, la crise creuse également les déficits publics. Deux ans après la crise des subprimes, la note des États-Unis est dégradée, révélant un certain scepticisme des marchés sur les nouvelles capacités d'emprunt du pays.

- Q° 3 p. 385

> L'Europe est la région du monde qui semble le plus impactée par la crise américaine. Pour autant, la crise en Europe a des spécificités : elle prend la forme d'une crise de la dette souveraine qui menace la stabilité et l'unité de toute la zone euro.

- Q° 4 p. 385

> La Chine est également touchée par la crise dans la mesure où elle dépend des marchés extérieurs pour exporter les produits de son industrie. Son intégration croissante dans le commerce international s'est accompagnée d'une explosion de sa balance commerciale : au cours des années 2000, la Chine s'est imposée comme une puissance commerciale de premier plan en même temps qu'une nouvelle puissance financière. La baisse de la demande aux États-Unis et en Europe, et les tentations protectionnistes

observées un peu partout en tant de crise, fragilisent la Chine et remettent en cause son modèle de développement récent. Sur le graphique, cela se traduit par une chute importante des excédents commerciaux à partir de 2009, et une reprise pour le moment fragile.

- Q° 4 p. 383

> La crise révèle les fragilités financières des États-Unis et le nouveau rôle des pays émergents. Désormais, les pays émergents, en particulier la Chine, sont les principaux détenteurs des dettes américaines, en plus d'être de redoutables concurrents commerciaux. Le yuan, s'il n'est toujours pas librement convertible, s'affirme de plus en plus comme une monnaie d'échanges, en particulier en Asie. La Chine a émis, en 2010, ses premières obligations internationales, montrant qu'elle cherche à attirer les devises et à se présenter comme un investissement garanti sur le long terme, peut-être plus sûr que les États-Unis ou les pays européens.

G (O) – La mondialisation économique et financière

- En quoi peut-on dire que les États sont économiquement interdépendants ?

*> La **mondialisation a créé des enjeux mondiaux** – et qui ne pouvaient être envisagés qu'à l'échelle mondiale : enjeux économiques mais aussi d'autre nature comme les questions climatiques et environnementales... Ce sont à ces enjeux que la gouvernance mondiale tente de répondre.*

- Nous avons vu en 1ère, la multipolarisation économique du monde. Justifiez cette affirmation.

*> Le **monde multipolaire** correspond à un concept géopolitique, se référant à une situation où la puissance est partagée par plusieurs pôles, nommés grandes puissances. De par les changements économiques contemporains, on peut le considérer comme le type actuel de système international, en opposition au monde bipolaire de la guerre froide définissant l'opposition entre États-Unis et URSS comme seules puissances mondiales de la deuxième moitié du XXe siècle. Au rang de ces puissances actuelles, on distingue les États-Unis, l'Union européenne, la Chine, le Japon, la Russie mais également des puissances régionales et émergentes comme l'Inde, le Brésil, la Turquie, l'Iran, l'Afrique du Sud, le Mexique. Cette opinion prête toutefois à discussion, en particulier eu égard au statut des États-Unis d'Amérique. Pascal Boniface considère par exemple que notre monde est dans une situation « hybride uni-multipolaire » ou « en voie de multipolarisation. »*

- Que signifie le terme de Gouvernance ? Qu'entend-on par Gouvernance mondiale ?

> *Le mot de gouvernance remonte au français médiéval. L'usage du mot s'était perdu et est revenu dans la langue française au travers d'un mot anglais (d'Amérique du Nord, c'est-à-dire des États-Unis) : **governance**.*

*Ce terme a d'abord été utilisé dans le monde des entreprises, dans lequel il était utilisé pour désigner la recherche d'une gestion optimale. Il a ensuite été utilisé dans les instances visant à évaluer et améliorer les modes de gouvernement des États, et d'abord des États pauvres demandant des programmes d'aide au développement. Enfin la « **global governance** » désigne aujourd'hui la **régulation universelle de problèmes qui se posent à l'échelle de l'humanité entière**. Elle revient à désigner les **tentatives de régulation de la mondialisation**.*

- Quelles institutions et agences rattachées à l'ONU nous montrent que l'ONU intègre les relations internationales comme facteurs de paix ?

> *Dès sa création en juin 1945, l'Organisation des Nations Unies intègre à ses missions les relations économiques comme facteur de paix, le maintien de la paix mondiale représentant sa mission essentielle. Ses fondateurs sont acquis au libéralisme et convaincus que la coopération économique entre pays est facteur de prospérité collective et de paix.*

C'est pourquoi le système de l'ONU comporte :

- un **Conseil Economique et Social** qui a pour mission de promouvoir le développement économique et social.

Ainsi que des institutions indépendantes :

- le **FMI et la BIRD** sont des institutions indépendantes rattachées à l'ONU.

Et des institutions spécialisées pour accompagner la mise en place de cet ordre économique international :

- le **CNUCED** : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

- l'**UNICEF** : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

- le **HCR** : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Ainsi que certaines de ses agences spécialisées, organisations autonomes qui travaillent avec l'ONU et collaborent entre elles, comme :

- l'**OIT** : Organisation internationale du travail, antérieure à la naissance des Nations-Unies, son siège est à Genève.

- la **FAO** : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (siège à Rome).

- le **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement (centré sur les pays du Sud), siège à New York.
- le **PNUE** : Programme des Nations Unies pour l'Environnement basé à Nairobi (Kenya).
- L'**OMS** : Organisation mondiale de la santé basée à Genève dont le rôle est devenu primordial avec l'émergence de nouvelles maladies hautement transmissibles à l'ensemble de l'humanité.

- Quels autres acteurs apparaissent en dehors des institutions internationales ?

> Les ONG, les entreprises, la société civile, les médias

- Quand et pourquoi est créé le G20 ? Dans quel contexte ?

> Le **25 septembre 2009, le G20** est officiellement réuni pour la première fois à Pittsburgh. L'idée d'un forum élargi aux pays émergents est en fait apparue en 1999, au lendemain de la crise asiatique. Mais il ne s'agit alors que d'une rencontre entre ministre des Finances et des gouverneurs des Banques centrales des pays concernés. Neuf ans plus tard, l'idée resurgit, **réunissant cette fois les chefs d'État et de gouvernement des vingt principales puissances de la planète.**

L'**intégration des pays émergents** n'est pas que symbolique : elle est **significative des transformations récentes de l'économie mondiale.** Elle traduit l'importance nouvelle des pays émergents dans l'économie globale et leur aspiration à participer à la prise des décisions concernant la régulation de cette économie.

Lors du **sommet du G20** organisé les 11 et 12 novembre **2010** à Séoul, en Corée du Sud, des **décisions importantes ont été prises concernant le fonctionnement du FMI.**

Afin de **tenir compte du rôle accru des puissances émergentes dans l'économie mondiale**, les **droits de vote de ces pays ont été augmentés.** La **Chine détient désormais la 3^e place**, derrière les États-Unis et le Japon mais devant l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. L'Inde est 8^e juste derrière l'Italie, la Russie 9^e et le Brésil 10^e. D'autre part le FMI, qui détient la 3^e réserve d'or mondial derrière les États-Unis et l'Allemagne, a vu ses ressources augmenter afin de lui permettre de mieux répondre aux situations de crise économique et financière.

- Q° 3 p. 371

> Washington est le **siège des deux grandes institutions** nées de la signature puis de la ratification des accords de Bretton Woods : le **Fonds monétaire international** dont l'objectif est de fournir des liquidités à un pays frappé par une crise financière, et la

BIRD, devenue Banque mondiale en 1960, dont l'objectif initial était l'aide à la reconstruction, avant d'élargir ses prérogatives aux pays en développement.

- Q° 4 p. 371

> Alan Greenspan est le directeur de la Banque fédérale américaine depuis 1987. Les auteurs de ce discours élogieux soulignent la longévité de Greenspan à la tête de la FED et la constance de sa politique monétaire depuis sa prise de fonction. Ils lui attribuent les mérites de la prospérité américaine et de 240 la forte croissance mondiale depuis la fin des années 1980 : « Greenspan a été au centre de presque tout ce qui est arrivé dans le monde depuis 1987 ». Dans un monde bouleversé par les changements géopolitiques – les auteurs évoquent le « Mur », la « Perestroïka » –, Greenspan, qui a effectué cinq mandats à la tête de la prestigieuse institution, est présenté en héros de la réussite économique et financière des États-Unis.

- Quelles formes de critiques et de résistances s'organisent contre la politique de libéralisation des échanges ?

> Pour ses détracteurs, prônant l'interventionnisme ou le protectionnisme, le libre-échange provoque des coûts d'ajustement (en termes d'emplois, d'activités, etc.) aux chocs créés par l'ouverture sur le marché extérieur. Il entraîne aussi l'apparition d'une contrainte exogène sur les politiques économiques nationales, qui deviennent plus difficiles à mener afin de rechercher à réduire le chômage. Enfin, certaines catégories sociales peuvent être défavorisées par une libéralisation des échanges. Selon les opposants, le niveau vers lequel convergeraient les salaires serait intermédiaire entre le salaire actuel des salariés peu qualifiés du sud et celui des salariés peu qualifiés du nord, si bien que les salariés peu qualifiés du nord auraient intérêt à la fermeture des frontières. Les syndicats, par exemple, qui voient dans le libre-échange une course au « moins-disant social », des risques de dumping social, et une guerre économique accrue entre les travailleurs du monde entier. On peut également relever un réel moins disant écologique.